

Envoyé en préfecture le 27/12/2023

Reçu en préfecture le 27/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023_080-DE

J6



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-200068104-20230929-CC-2023-163-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2023

Publication : 06/10/2023

RAPPORT ANNUEL

SUR LE PRIX ET LA QUALITE

DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

NON COLLECTIF

(RPQS ANC)

2022



Bullage de microstation

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement non collectif présenté conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et au décret du 2 mai 2007.

SOMMAIRE

1. PREAMBULE

2. LA REGLEMENTATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.1 Définition	3
2.2 Cadre juridique	3

3. PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

3.1 Historique et mode de gestion du service	5
3.2 Les missions du SPANC	7
3.3 Les moyens humains et matériels du service	9

4. SYNTHESE DES OPERATIONS DE CONTROLES

4.1 Caractérisation technique du SPANC	10
4.2 Les indicateurs	12
4.3 Bilans par type de contrôle	13
4.4 Répartition des contrôles par commune en 2022	16
4.5 Bilan 2022 par situation de conformité des installations existantes contrôlées	20

5. BILAN FINANCIER

5.1 Redevances d'Assainissement Non Collectif et tarification	21
5.2 Aides	21
5.3 Pénalités financières	22
5.4 Pouvoirs de police du Maire	22
5.5 Le compte administratif 2022	23
5.6 Etat de la dette	24

6. PROSPECTIVES POUR 2023

25

ANNEXES

ANNEXE 1 - Indicateurs SISPEA 2022

ANNEXE 2 – Délibération n°2021-398 du Conseil Communautaire du 10/12/2021 fixant les tarifs des redevances du SPANC Agglomération Provence Verte

1. PREAMBULE

Le CGCT prévoit, dans son article L 2224-5, que le Président de la Communauté d'Agglomération expose au Conseil Communautaire, chaque année, un rapport sur le prix et la qualité du service : celui-ci doit être présenté dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et diffusé le plus largement possible auprès de tous les élus et usagers.

Les objectifs recherchés, à travers ce rapport, sont essentiellement l'information de la population sur la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), la transparence financière et l'amélioration du service rendu.

Ce rapport est alimenté par les données qui sont saisies par le SPANC sur le Système d'information des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA), base de données de référence de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement, dans laquelle sont recensées, centralisées et diffusées depuis 2009, au niveau national, de nombreuses données sur l'organisation, la gestion, la tarification et la performance.

2. LA REGLEMENTATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.1 Définition

L'Assainissement Non Collectif (ANC) peut se définir comme « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

Dans le langage courant, ainsi que dans certains textes réglementaires, l'Assainissement Non Collectif est encore désigné par les termes « assainissement individuel » ou « assainissement autonome ».

Le SPANC est un service public local chargé de :

- conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- contrôler les installations d'Assainissement Non Collectif.

Comme pour l'assainissement collectif, ce service public fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier.

2.2 Cadre juridique

- Le SPANC est soumis aux mêmes règles juridiques et financières que le service d'assainissement collectif.
- Le SPANC est soumis au droit privé.

- Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992

La loi sur l'eau de 1992 a reconnu que l'Assainissement Non Collectif constitue une alternative à part entière au tout à l'égout. Le texte a imposé la mise en place d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005 et a donné de nouvelles compétences aux communes et EPCI en la matière :

- délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'Assainissement Non Collectif
- protéger la salubrité publique,
- assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

- Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a imposé un délai pour le contrôle des installations d'ANC (au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité de dix ans maximum). Le contrôle consiste soit à une vérification de la conception et de l'exécution des installations neuves, soit à un diagnostic de bon fonctionnement et des entretiens pour les installations existantes.

La loi impose depuis le 1er janvier 2011 à tout vendeur de justifier un état de fonctionnement de son installation en fournissant le compte rendu du dernier contrôle daté de moins de trois ans.

Les propriétaires d'une installation défectueuse ou mal entretenue peuvent désormais se voir notifier, après contrôle par le SPANC, de l'obligation d'entreprendre des travaux de réhabilitation. Ceux-ci sont prescrits en cas de risques pour l'environnement ou pour la santé et sont proportionnels à l'importance de ces dommages. Les propriétaires ont la charge de ces travaux dans un délai maximum de 4 ans après le contrôle de l'installation. Des sanctions (amendes et peines de prison) sont prévues en cas de non-conformité et récidive.

- Loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 (Grenelle II)

Les modifications apportées visent notamment à :

- simplifier le dispositif en matière de contrôle en distinguant les installations neuves et existantes sans condition d'âge de l'installation,
- modifier le délai maximal entre deux contrôles périodiques à 10 ans contre 8 ans jusqu'alors,
- préciser que des travaux de réhabilitation ne sont à prévoir que si les installations présentent des risques sanitaires et environnementaux afin de limiter le coût des travaux pour les usagers,
- permettre une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et l'instruction des permis de construire (avis du SPANC au moment de la délivrance du permis),
- l'obligation de présenter un rapport de contrôle de moins de 3 ans pour le propriétaire, en cas de vente immobilière, obligation pour le nouveau propriétaire de réaliser les travaux dans un délai maximal d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

- Article 63 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi climat et résilience, modifiant, depuis le 25 août 2021, l'article L 1331-11-1 du Code de la Santé Publique

Les nouvelles dispositions précisent notamment :

« Au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble, le notaire rédacteur adresse à titre de simple information par tous moyens, y compris par voie dématérialisée, à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné au 8° du I de l'article L. 271-4 du même code une attestation contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien. »

- Les 3 arrêtés du 7 septembre 2009 (JO du 9 octobre 2009)
 - Prescriptions techniques : Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5. *Arrêté modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 (JO du 25 avril 2012) ;*
 - Contrôle : Arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. *Arrêté remplacé par l'arrêté du 27 avril 2012 (JO du 10 mai 2012) ;*
 - Vidange : Arrêté définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- L'arrêté du 21/07/2015
 - Prescriptions techniques : Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif dimensionnées pour traiter plus de 20 EH.

3. PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

3.1 Historique et mode de gestion du service

Depuis sa création au 1er janvier 2017 par arrêté préfectoral n°41/BCL/2016 du 5 juillet 2016, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, issue de la fusion des Communautés de Communes du Comté de Provence, Val d'Issole et Sainte Baume Mont Aurélien, exerce la compétence « contrôle de l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif ».

Cette compétence est rendue obligatoire par la Loi sur l'Eau et retranscrite dans l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'organisation du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte était calqué sur l'organisation des 3 anciennes communautés de communes jusqu'au terme du contrat de prestations de services avec la SEGED sur le secteur de l'ex Communauté de Communes du Comté de Provence. Ce contrat s'est terminé le 22 septembre 2018. A compter de cette date, l'harmonisation du SPANC est devenue effective tant sur les méthodes de travail que sur les tarifs des redevances et le mode de gestion. Ainsi, depuis le 22 septembre 2018, le SPANC de la Provence Verte est géré en régie interne sur l'ensemble des 28 communes.

Les prestations de contrôles assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par les usagers concernés de redevances dans les conditions prévues dans le règlement de service et par les articles R-224-19 et suivants du CGCT.

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, réuni le 11 décembre 2017, a approuvé ses statuts actant l'assainissement non collectif comme compétence facultative par délibération n°2017-240.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le nouveau règlement intérieur du Service Public d'Assainissement Non Collectif s'applique, conformément à la délibération n°2017-229 du 10 novembre 2017. Le territoire d'intervention du SPANC s'étend dans le même périmètre que la Communauté d'Agglomération Provence Verte, à savoir les 28 communes suivantes : Bras, Brignoles, Camps-la-Source, Carcès, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, Forcalqueiret, Garéoult, La Celle, La Roquebrussanne, Le Val, Mazaugues, Méounes-lès-Montrieux, Montfort-sur-Argens, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pourcieux, Pourrières, Rocbaron, Rougiers, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Tourves, Vins-sur-Caramy.



Depuis le 22 septembre 2018 le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est une régie interne (gérée directement par ses propres moyens en personnel et en matériel). En tant que Service Public Industriel et Commercial (SPIC), le budget du service est un budget annexe et doit être équilibré en recettes et dépenses, quel que soit son mode de gestion et doit être financé par les redevances des usagers.

Le budget général de l'EPCI compétent ne peut pas prendre en charge les dépenses du service (art. L2224-2 du CGCT).

Le SPANC a donc un budget autonome ; celui-ci doit s'équilibrer en dépenses et en recettes.

3.2 Les missions du SPANC

Les missions de conseil

- Accompagnement lors des travaux.
- Préconisations sur l'entretien.

Les missions de contrôle

Les missions du SPANC sont de 4 types :

1. *Contrôle initial puis périodique de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes*

Le technicien du SPANC procède à un contrôle de terrain initial de l'installation d'ANC (conformément à l'article L.2224-8 du CGCT) puis à un contrôle périodique de cette installation tous les 8 ans au maximum conformément à la délibération du conseil communautaire n°2021-398 du 10/12/2021.



2. Contrôle sur demande par le propriétaire (vente/extension) ou la mairie (nuisances constatées) ou un huissier/notaire (saisie/succession) de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes :

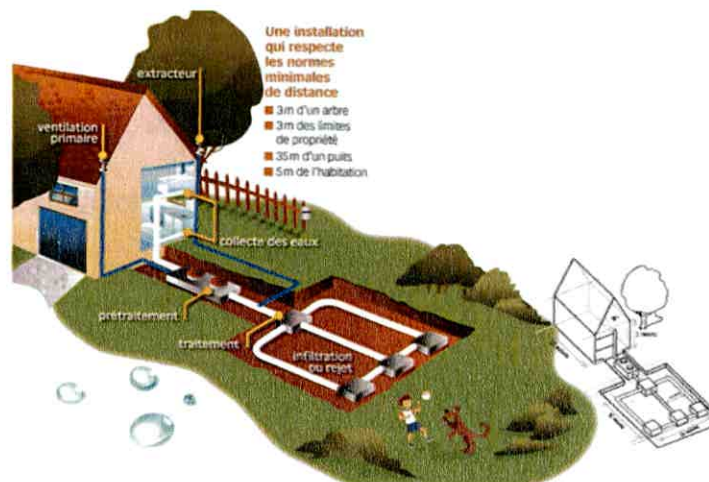
En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le rapport du SPANC doit être intégré au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L271-4 ET L271-5 du code de la construction et de l'habitation fourni par un vendeur et annexé à l'acte de vente. Le technicien du SPANC procède à un contrôle de l'installation sur la demande du propriétaire en cas de vente (ou sur la demande d'un huissier chargé d'une procédure de saisie immobilière ou d'un notaire chargé d'une succession) quand le compte rendu de contrôle du SPANC (contrôle initial, périodique ou d'exécution) a plus de 3 ans. En cas d'extension, le technicien du SPANC peut être également sollicité par le propriétaire.

Lorsqu'un tiers se plaint de subir des nuisances provenant d'une installation d'ANC ne lui appartenant pas, il fait part de ses doléances à sa mairie. Le maire peut alors faire appel au technicien du SPANC afin qu'il effectue une visite de contrôle.



3. Contrôle de conception et d'implantation des installations neuves ou réhabilitées (étude des projets)

Le technicien SPANC procède à un contrôle administratif d'un dossier fourni par le pétitionnaire, dossier comportant un certain nombre d'éléments listés dans le règlement de service. Pour certaines modifications mineures (ex. : changement de modèle restant dans la même filière), un avenant conception est établi par le technicien SPANC.



4. Contrôle d'exécution des travaux des installations neuves ou réhabilitées

Le technicien SPANC procède à un contrôle de terrain et vérifie que l'installation a bien été réalisée conformément aux éléments présentés dans le dossier administratif et validés par le SPANC. En cas de non-conformité des travaux contrôlés sur le terrain, une contre visite de vérification devra être engagée.



3.3 Les moyens humains et matériels du service

Le SPANC dépend du Pôle Aménagement du Territoire, Direction Environnement de la Communauté d'Agglomération Provence Verte.

Le SPANC est basé à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

L'organigramme du service au 31/12/2022



L'organigramme du service à terme

Par délibération du Conseil Communautaire n°2021-398 du 10 décembre 2021, d'une part, les tarifs du SPANC ont été fixés et, d'autre part, une fréquence de 8 ans pour les contrôles périodiques a été définie. Le nombre de techniciens nécessaires au service, afin de respecter la périodicité de ces contrôles, eu égard au nombre d'installations du territoire, est de 8.



Les moyens matériels affectés au service

Le service est équipé du matériel informatique nécessaire à son bon fonctionnement (un copieur/scan/imprimante pour le service et un ordinateur/agent) et chaque agent dispose d'un téléphone portable, d'une ligne fixe. Par ailleurs, les techniciens ont chacun un véhicule et sont équipés de matériels de contrôle (réactif, perche, caméras, ...).

L'accueil du public

L'accueil téléphonique du service au 04.98.05.24.80 est ouvert :

- du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h,
- le vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Pour toute demande de visite ou de renseignement, les administrés sont invités à se rendre sur le site de l'Agglomération Provence Verte, rubrique vie pratique, assainissement non collectif :

→ <https://www.caprovenceverte.fr/vie-pratique/assainissement-non-collectif>

4. SYNTHESE DES OPERATIONS DE CONTROLES

4.1 Caractérisation technique du SPANC

Le recensement des installations, initié en 2018, se fait en continu.

- Nombre d'installations répertoriées sur le territoire au 31/12/2022 : 17 003
- Estimation après recensement en cours : + de 18 000
- Estimation du nombre d'habitants desservis par le service d'Assainissement Non Collectif - [indicateur SISPEA : D301.0] : environ 43 200 habitants (18 000*2.4)
- Taux de couverture de l'ANC [indicateur SISPEA : VP.230] : 41,89 %

Répartition des installations par commune au 31/12/2022

Communes	Nombres d'installations d'ANC existantes
Bras	868
Brignoles	330
Camps-la-Source	203
Carcès	677
Châteauvert	219
Correns	464
Cotignac	952
Entrecasteaux	524
Forcalqueiret	423
Garéoult	1701
La Celle	72
La Roquebrussanne	398
Le Val	859
Mazaugues	191
Méounes-lès-Montrieux	379
Montfort-sur-Argens	363
Nans-les-Pins	484
Néoules	649
Ollières	68
Plan-d'Aups-Sainte-Baume	503
Pourcieux	101
Pourrières	1052
Rocbaron	781
Rougiers	109
Sainte-Anastasie-sur-Issole	517
Saint-Maximin-la-Sainte Baume	3473
Tourves	619
Vins-sur-Caramy	24
TOTAL	17 003

4.2 Les indicateurs

Mise en œuvre du service – Indicateurs SISPEA 2022 (cf. annexe 1)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

	Action effective en totalité (oui/non)	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Non	20	20
Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	20	20
Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	30	30
Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	30	30
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	10	0
Existence d'un service capable d'assurer sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	20	0
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	Non	10	0

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif [donnée SISPEA D302.0] est de : 80.

Délimitations des zonages d'assainissement

ZONAGE PLU			
Commune	Date validation	Commune	Date validation
Bras	2022	Méounes-lès-Montrieux	NC
Brignoles	2018	Montfort-sur-Argens	2020
Camps-la-Source	2009	Nans-les-Pins	2023
Carcès	2014	Néoules	2022
Châteauvert	2017	Ollières	NC
Correns	2020	Plan-d'Aups-Sainte-Baume	2022
Cotignac	2021	Pourcieux	2022
Entrecasteaux	2022	Pourrières	2012
Forcalqueiret	2021	Rocbaron	NC
Garéoult	2020	Rougiers	2017
La Celle	2021	Sainte-Anastasie-sur-Issole	2023
La Roquebrussanne	2022	Saint-Maximin-la-Sainte Baume	2019
Le Val	2019	Tourves	2022
Mazaugues	2017	Vins-sur-Caramy	2021

Application du règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif unique, applicable sur l'intégralité du territoire de l'Agglomération Provence Verte, adopté en date du 10/11/2017, était en vigueur pour l'exercice 2022.

Indicateurs qualité de service

Le service respecte 100% des délais de transmission des rapports fixés dans le règlement de service.

Pour ce qui concerne l'accueil téléphonique, les administrés sont rappelés automatiquement en cas d'appel en absence pendant les heures d'ouverture dans un délai de 24 h en jours ouvrés. Le délai de réponse par courriel est identique.

Pour toute contestation ou demande de complément d'information sur les conclusions d'un rapport, des formulaires de demande de rdv physique ou téléphonique ont été mis en place par le responsable du SPANC, afin de fluidifier la gestion des litiges en interne.

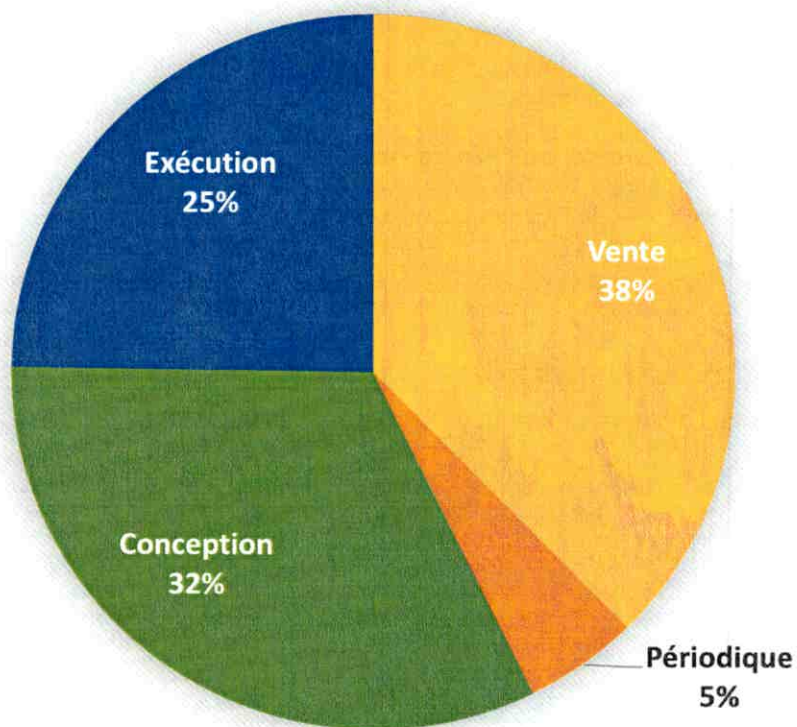
Pour 2022, Il est à noter, 22 rendez-vous bureaux, 10 rendez-vous téléphoniques, 46 visites terrain.

4.3 Bilans par type de contrôle

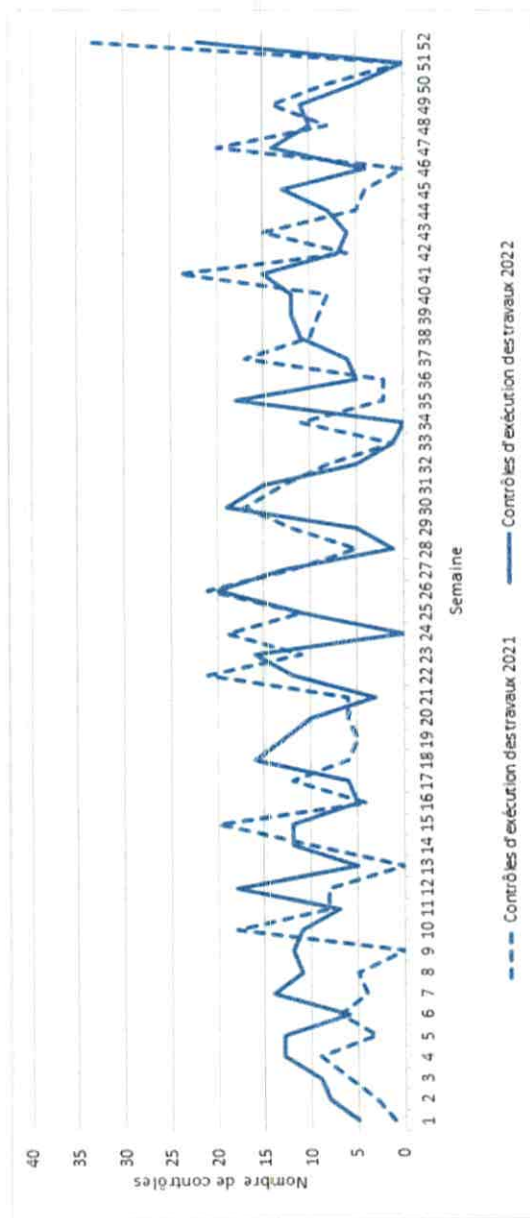
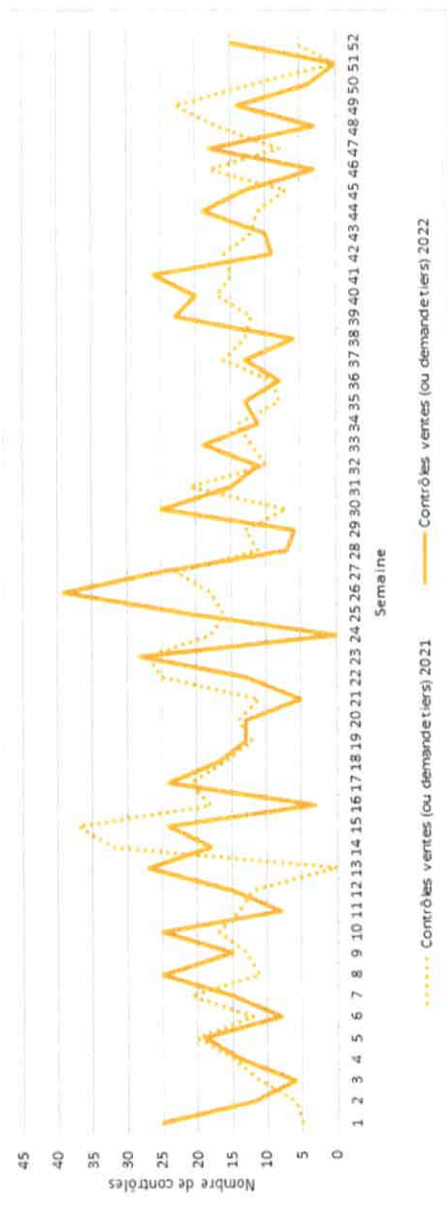
Type de contrôle		Nombre de contrôles réalisés en 2021		Nombre de contrôles réalisés en 2022	
Contrôle de l'existant sur demande d'un tiers (ventes essentiellement)		753		767	
Contrôle périodique de l'existant (à l'initiative du SPANC)		142		104	
TOTAL contrôles installations existantes (I)		895		871	
Contrôle de conception	d'installations nouvelles	340	798	252	663
	d'installations réhabilitées	458		411	
Contrôle d'exécution des travaux	d'installations nouvelles	213	489	177	506
	d'installations réhabilitées	276		329	
TOTAL contrôles installations neuves/réhabilitées (II)		1287		1169	
TOTAL CONTROLES (I+II)		2182		2040	

Les mouvements de personnel et surtout la baisse conséquente des demandes de conceptions (-135) en 2022 expliquent la différence d'activité globale entre 2021 et 2022.

REPARTITION PAR TYPE DE CONTRÔLE 2022



Statistiques 2021/2022 : Evolution des contrôles ventes et d'exécution des travaux sur 52 semaines



4.4 Répartition des contrôles par commune en 2022

Contrôles de conception

Communes	Contrôles de conception des installations		Avenants sur contrôles de conception		TOTAL
	nouvelles	réhabilitées	nouvelles	réhabilitées	
Bras	0	12	0	1	13
Brignoles	2	18	0	6	26
Camps-la-Source	1	3	0	1	5
Carcès	13	11	4	0	28
Châteauvert	0	2	0	0	2
Correns	4	4	1	0	9
Cotignac	4	25	1	2	32
Entrecasteaux	0	9	0	0	9
Forcalqueiret	9	3	1	1	14
Garéoult	37	36	13	11	97
La Celle	0	2	0	0	2
La Roquebrussanne	1	7	0	1	9
Le Val	3	18	0	3	24
Mazaugues	0	3	0	1	4
Méounes-lès-Montrieux	3	8	1	0	12
Montfort-sur-Argens	4	6	0	0	10
Nans-les-Pins	4	8	0	1	13
Néoules	15	20	5	4	44
Ollières	1	1	1	0	3
Plan-d'Aups-Sainte-Baume	30	4	10	1	45
Pourcieux	1	1	0	0	2
Pourrières	9	9	3	4	25
Rocbaron	12	39	5	4	60
Rougiers	0	2	0	0	2
Sainte-Anastasie-sur-Issole	9	23	5	4	41
Saint-Maximin-la-Sainte Baume	31	53	9	9	102
Tourves	0	19	0	10	29
Vins-sur-Caramy	0	0	0	1	1
SOUS TOTAL	193	346	59	65	663
TOTAL	539		124		

Contrôles d'exécution des travaux

Communes	Contrôles d'exécution des travaux		Contres visites travaux		TOTAL
	nouvelles	réhabilitées	nouvelles	réhabilitées	
Bras	0	17	0	1	18
Brignoles	0	12	0	1	13
Camps-la-Source	0	1	0	0	1
Carcès	11	8	1	0	20
Châteauvert	2	1	0	0	3
Correns	1	3	0	0	4
Cotignac	3	20	1	0	24
Entrecasteaux	1	10	0	0	11
Forcalqueiret	3	5	2	0	10
Garéoult	25	33	3	4	65
La Celle	0	1	0	1	2
La Roquebrussanne	2	7	0	0	9
Le Val	1	9	2	0	12
Mazaugues	1	1	0	0	2
Méounes-lès-Montrieux	0	3	1	0	4
Montfort-sur-Argens	3	4	0	0	7
Nans-les-Pins	0	9	0	0	9
Néoules	12	13	2	0	27
Ollières	2	1	0	0	3
Plan-d'Aups-Sainte-Baume	23	8	2	0	33
Pourcieux	0	2	0	0	2
Pourrières	5	16	1	0	22
Rocbaron	14	29	3	1	47
Rougiers	0	0	0	0	0
Sainte-Anastasie-sur-Issole	9	20	1	1	31
Saint-Maximin-la-Sainte Baume	34	57	3	5	99
Tourves	3	22	0	2	27
Vins-sur-Caramy	0	1	0	0	1
SOUS TOTAL	155	313	22	16	506
TOTAL	468		38		

Contrôles périodiques de l'existant

Communes	Visites périodiques			TOTAL
	Conforme	Réhabilitation si vente	A réhabiliter	
Bras	0	1	3	4
Brignoles	/	/	/	0
Camps-la-Source	/	/	/	0
Carcès	/	/	/	0
Châteauvert	/	/	/	0
Correns	/	/	/	0
Cotignac	/	/	/	0
Entrecasteaux	/	/	/	0
Forcalqueiret	/	/	/	0
Garéoult	/	/	/	0
La Celle	/	/	/	0
La Roquebrussanne	/	/	/	0
Le Val	/	/	/	0
Mazaugues	/	/	/	0
Méounes-lès-Montrieux	/	/	/	0
Montfort-sur-Argens	/	/	/	0
Nans-les-Pins	1	1	3	5
Néoules	/	/	/	0
Ollières	/	/	/	0
Plan-d'Aups-Sainte-Baume	/	/	/	0
Pourcieux	/	/	/	0
Pourrières	/	/	/	0
Rocbaron	7	17	47	71
Rougiers	/	/	/	0
Sainte-Anastasie-sur-Issole	0	0	3	3
Saint-Maximin-la-Sainte Baume	0	2	19	21
Tourves	/	/	/	0
Vins-sur-Caramy	/	/	/	0
TOTAL	8	21	75	104

Contrôles de l'existant sur demande d'un tiers

Communes	Visites sur demande d'un tiers (vente, extension, ...)			TOTAL
	Conforme	Réhabilitation si vente	A réhabiliter	
Bras	8	6	7	21
Brignoles	3	15	22	40
Camps-la-Source	0	6	3	9
Carcès	4	20	7	31
Châteauvert	1	0	2	3
Correns	1	1	4	6
Cotignac	16	21	11	48
Entrecasteaux	11	31	1	43
Forcalqueiret	8	3	4	15
Garéoult	26	56	15	97
La Celle	1	0	0	1
La Roquebrussanne	5	7	2	14
Le Val	16	11	6	33
Mazaugues	0	3	1	4
Méounes-lès-Montrieux	7	10	7	24
Montfort-sur-Argens	3	3	1	7
Nans-les-Pins	2	11	0	13
Néoules	15	9	10	34
Ollières	0	2	1	3
Plan-d'Aups-Sainte-Baume	3	2	8	13
Pourcieux	0	1	2	3
Pourrières	9	16	5	30
Rocbaron	12	27	3	42
Rougiers	1	3	3	7
Sainte-Anastasie-sur-Issole	21	10	5	36
Saint-Maximin-la-Sainte Baume	35	74	25	134
Tourves	11	11	30	52
Vins-sur-Caramy	3	1	0	4
TOTAL	222	360	185	767

4.5 Bilan 2022 par situation de conformité des installations existantes contrôlées

Indicateur SISPEA	Situation de conformité des installations existantes contrôlées (ventes + périodiques+exécution -hors contre-visites) en 2022	Nombre d'installations existantes contrôlées en 2022 par type de situation de conformité
VP.166	Installations jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service	663
VP.267	Installations jugées non conformes et ne présentant pas de risque avéré	416
DC.321	Installations jugées non conformes et présentant un risque avéré ou absence d'installation	260
	Nombre total d'installations existantes contrôlées en 2022 par type de situation de conformité	1339

Les contrôles réalisés sur l'année 2022 ont fait apparaître un taux de conformité des installations de 49.5 %. L'indicateur SISPEA P301.3 n'a pas pu être calculé. Il le sera lorsque le logiciel métier sera mis en service.



5. BILAN FINANCIER

5.1 Redevances d'Assainissement Non Collectif et tarification

- L'article R.2224-19 du code général des collectivités territoriales dispose que « tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R.2224-19-1 à R.2224-19-11 ».
- Les tarifs de redevance des opérations de contrôle de l'Assainissement Non Collectif appliqués à compter du 1^{er} janvier 2022 sont ceux fixés par la délibération n°2021-398 du Conseil Communautaire réuni le 10 décembre 2021 (cf. annexe 2) :

Tarifs des redevances 2022 fixés par la délibération N°2021-398 du 10 décembre 2021		Installations existantes		Installations neuves ou réhabilitées			
		Visite périodique	Visite réalisée à la demande d'un tiers	Contrôle de conception	Avenant conception	Contrôle d'exécution des travaux	Contre-visite ou instruction d'un dossier suite à avenant
Installations classiques <20 EH		178 €	181 €	142 €	102 €	166 €	130 €
Logements regroupés < 20 EH		84 €/logement	181 € (un seul paiement du demandeur)	88 €/logement	47 €/logement	74 €/logement	53 €/logement
Installations de grand dimensionnement >20EH	21EH à 199EH	270 €	480 €	227 €	150 €	360 €	156 €
	≥ 200EH	360 €	640 €	299 €	154 €	480 €	187 €
Installations particulières pour eaux non domestique		270 €	480 €	251 €	150 €	360 €	150 €

5.2 Aides

Les propriétaires qui font procéder aux travaux de réalisation ou de réhabilitation par des entreprises privées peuvent bénéficier :

- des aides distribuées par l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) ;
- du taux réduit de TVA (10 %) ;
- de prêt auprès de la Caisse d'Allocation Familiale ou d'une caisse de retraite
- de l'éco-prêt à taux zéro, selon des conditions d'éligibilité, pour des travaux concernant la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif ne consommant pas d'énergie (loi de finances n°2008-1425 du 27 décembre 2008).

Il est à noter que toutes ces aides sont soumises à conditions, notamment des conditions de ressources.

Pour en savoir plus, sur les travaux éligibles, les formes d'aides, les conditions et qui peut en bénéficier, il faut consulter :

- anah.fr
- Aides Territoires
- impots.gouv.fr
- caf.fr

5.3 Pénalités financières

☞ Pour obstacle aux contrôles

L'utilisateur est tenu de laisser l'accès à sa propriété au SPANC pour la réalisation des contrôles.

En cas de refus de contrôle ou d'absences injustifiées répétées, mise en place d'une pénalité financière sans limite dans le temps.

☞ Pour non-respect des travaux de réhabilitation à réaliser

L'utilisateur doit procéder aux travaux de réhabilitation demandés par le SPANC, dans les délais impartis, pour installation en mauvais état de fonctionnement.

Si les travaux ne sont pas effectués et/ou les conclusions d'un précédent rapport du SPANC n'ont pas été prises en compte, application de la pénalité financière.

Le tarif des pénalités appliqués à compter du 1er janvier 2022 est fixé par la délibération n°2021-398 du Conseil Communautaire réuni le 10 décembre 2021 (cf. annexe 2).

Le montant de la pénalité est égal au montant de la redevance majoré à 100%, soit le double de la redevance due :

- dans le cadre d'un contrôle de l'existant sur demande de la Mairie (litige) : 362 €
- dans le cadre d'un contrôle périodique de l'existant sur : 356 €

5.4 Pouvoirs de police du Maire

Le Maire est titulaire du pouvoir de police spéciale de l'assainissement. Ce pouvoir, distinct des missions du SPANC, relève des articles L.1311-1 et L.1311-2 du Code de la Santé Publique. Il permet au Maire de compléter, par arrêté, les règles générales établies au niveau national par décrets en Conseil d'État qui « fixent les règles générales d'hygiène et toutes autres mesures propres à préserver la santé de l'homme, notamment en matière [...] d'évacuation, de traitement, d'élimination et d'utilisation des eaux usées », en vue d'assurer la protection de la santé publique. Il consiste donc à prendre des mesures de nature réglementaire relatives à l'assainissement.

Le Maire est tenu d'intervenir lorsque le fonctionnement d'une installation d'assainissement autonome est susceptible de porter atteinte à la salubrité publique ou de provoquer une pollution du milieu récepteur des effluents.

Le Maire peut enjoindre le propriétaire d'une installation d'assainissement défectueuse d'effectuer les travaux nécessaires pour mettre fin à l'atteinte à la salubrité publique ou à la pollution constatées. Il peut également raccourcir le délai de quatre ans fixé par le SPANC pour réaliser les travaux visant à éliminer les dangers et les risques de pollution pour les installations présentant des dangers pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement.

5.5 Le Compte Administratif 2022

Section de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES 2022		
7062 - Redevances d'assainissement non collectif	Redevances	341 283,00 € (dont 47 708 € de pénalités)
7714 - Recouvrement sur créances admises en non valeur	Recouvrement de redevances impayées	995,28 €
778 - Produits exceptionnels		
TOTAL		342 278,28 €
DEPENSES 2022		
6063 - Fournitures d'entretien et de petit équipement	Fournitures d 'équipement et divers petits achats	676,20 €
6068 - Autres matières et fournitures		
6064 - Fournitures administratives	Fournitures administratives	1 757,09 €
6066 - Carburants	Véhicules (carburant+entretien)	7 494,00 €
6288 - Autres		
618 - Divers	Abonnement SPANC INFO	48,00 €
6215 - Personnel affecté par la CAPV	Frais de personnel	310 320,50 €
6251 Voyages et déplacements	Frais formation techniciens	1 995,00 €
627 - Services bancaires et assimilés	Remboursement frais redevances payées par CB	180,68 €
6541 - Créances admises en non valeur	Titres annulés et créances admises en non valeur (tiers non solvables) sur exercices antérieurs	2 407,34 €
673 - Titres annulés		
6811 - Dotations aux amortissements immo. corp. et incorp.	Immobilisations	2 601,89 €
TOTAL		327 480,70 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		
Compte administratif 2022		
Résultat de l'exercice 2022		14 797,58 €
Excédent antérieur reporté 2021		40 849,73 €
Résultat cumulé fin 2022		55 647,31 €

Section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES 2022		
Divers amortissements (logiciels, matériels - spécifiques ANC-bureautique-informatique-de transport, mobilier)	Immobilisations	2 601,89 €
TOTAL		2 601,89 €
DEPENSES 2022		
		0,00 €
TOTAL		0,00 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT Compte administratif 2022		
Résultat de l'exercice 2022		2 601,89 €
Excédent antérieur reporté 2021		29 301,72 €
Résultat cumulé fin 2022		31 903,61 €

5.6 Etat de la dette

Le budget du SPANC ne supporte aucune dette au 31/12/2022.

6. PROSPECTIVES POUR 2023

1. Recrutement de 2 techniciens
2. Mise en place de l'application web de prise de rendez-vous en ligne (E-SPANC) courant 1^{er} semestre 2023 : L'application permettra aux usagers, particuliers et professionnels, de choisir directement en ligne les dates et heures qu'ils souhaitent pour les contrôles pour vente ou exécution des travaux, en accédant aux plannings des techniciens libres dans leurs zones. Une validation par email et sms sera ensuite faite par le secrétariat du SPANC.
3. Mise en place du logiciel métiers avant le dernier trimestre 2023 : La solution choisie, logiciel GREA, permettra une évolution technologique du SPANC (cartographie des installations, numérisation des dossiers, transmissions des documents par voie dématérialisée, extraction de données statistiques, ...).
4. Mise à jour du règlement de service avec les nouvelles procédures (documents forages, dérogations ANC dans les zones de réseau collectif...) et évolutions réglementaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-200068104-20230929-CC-2023-163-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2023
Publication : 06/10/2023

ANNEXE

1



Collectivité

Provence verte (CAPV)

Entité de gestion

CAPV

Année

2022 (En attente de vérification) ▼

Données de l'entité de gestion

En attente de vérification

Mode de gestion

Régie

Envoyé en préfecture le 27/12/2023

Reçu en préfecture le 27/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023_080-DE

DC.331 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année 2022	313	unité	
DC.332 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'un examen préalable de la conception dans l'année 2022	539	unité	
DC.333 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification de l'exécution des travaux dans l'année 2022	468	unité	
DC.341 - Nombre d'opérations neuves dans l'année 2022	155	unité	
DC.343 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année 2022, par initiative individuelle	313	unité	
VP.301 - Obligation de réaliser une étude de conception d'un dispositif d'ANC	Oui		
VP.302 - Suivi de l'entretien hors visite sur site	Non		
VP.303 - Nombre d'installations entretenues et/ou faisant l'objet du traitement des matières de vidange par la collectivité dans l'année 2022		unité	
VP.323 - Fréquence du contrôle périodique	8,0	an	
VP.324 - Modulation de la fréquence du contrôle périodique	Non		
VP.334 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification du fonctionnement et de l'entretien dans l'année 2022	104	unité	
VP.335 - Existence d'une permanence téléphonique	Oui		

VP.336 - Existence d'une permanence physique	Oui
VP.337 - Diffusion de supports d'information et de sensibilisation aux usagers	Oui
VP.338 - Existence d'un délai maximal d'intervention pour le contrôle de l'installation	Oui
VP.339 - Existence d'un délai maximal pour la remise des rapports de contrôle	Oui
VP.340 - Visite systématique sur site dans le cadre de l'examen préalable de la conception	Non
VP.342 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année 2022, par opérations groupées	0 unité

Envoyé en préfecture le 27/12/2023

Reçu en préfecture le 27/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023_080-DE

Envoyé en préfecture le 27/12/2023

Reçu en préfecture le 27/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023_080-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-200068104-20230929-CC-2023-163-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/10/2023

Publication : 06/10/2023

ANNEXE

2

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-200068104-20211210-2021-398-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2021

Affichage : 14/12/2021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE LA PROVENCE VERTE**

Séance du 10 décembre 2021

Nombre de délégués des Communes en exercice : 52

Nombre de membres présents ou représentés : 48

Délibération n° 2021-398

Objet de la délibération : Délibération portant révision des redevances et pénalités financières du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, à compter du 1er janvier 2022

L'an deux mille vingt et un, le dix décembre, à huit heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à Brignoles, Hall des expositions, sous la présidence de Monsieur Didier BREMOND, Président, sur la convocation qui leur a été adressée le 3 décembre 2021.

Présents : BREMOND Didier, FABRE Gérard, FELIX Jean-Claude, DEBRAY Romain, BOURLIN Sébastien, CONSTANS Jean-Michel, GIULIANO Jérémy, PERO Franck, VERAN Jean-Pierre, GUISIANO Jean-Martin, ARTUPHEL Ollivier, AUDIBERT Eric, PAUL Jacques, BONNET Jean-Luc, BRINGANT Gilbert, CLERCX David, FAUQUET-LEMAÎTRE Arnaud, GROS Michel, GUEIT Laurent, HOFFMANN Olivier, PAILLARD Carine, RAVANELLO Alain, RULLAN Nicole, TONARELLI Patrice, LASSOUTANIE Chantal, DELZERS Catherine, SIMONETTI Pascal, CANO-MAIREVILLE Nathalie, GIUSTI Annie, GUIOL André, LANGE-RINAUDO Corinne, LAYOLO Cécile, MONTIER Henri-Alain, NEDJAR Laurent, PONCHON Marie-Laure, VALLOT Philippe

Absents excusés :

- **dont représentés :** LOUDES Serge donne procuration à TONARELLI Patrice, PORZIO Claude donne procuration à RULLAN Nicole, DECANIS Alain donne procuration à CANO-MAIREVILLE Nathalie, BERTIN-PATOUX Lydie donne procuration à ARTUPHEL Ollivier, FIRMIN Myriam donne procuration à CONSTANS Jean-Michel, GOMART-JACQUET Blandine donne procuration à SIMONETTI Pascal, KHADIR Paul donne procuration à CANO-MAIREVILLE Nathalie, LANFRANCHI Christine donne procuration à BOURLIN Sébastien, LE METER Sophie donne procuration à SIMONETTI Pascal, MONDANI Denis donne procuration à NEDJAR Laurent, PIANELLI Serge donne procuration à DELZERS Catherine, SALOMON Nathalie donne procuration à VALLOT Philippe

Absents : BETRANCOURT Claude, FREYNET Jacques, KIEFFER Bertrand, PELISSIER Magali

Secrétaire de Séance : Madame Corinne LANGE-RINAUDO

Monsieur Franck PERO expose :

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1331-1-1, L.1331-8 et L.1331-11 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Communauté d'Agglomération Provence Verte – Délibération n° 2021-398 du Conseil du 10 décembre 2021

Page 1 sur 4

Envoyé en préfecture le 27/12/2023

Reçu en préfecture le 27/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023_080-DE

VU la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

VU l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DB05 ;

VU la délibération n°2017-229 du Conseil Communautaire du 10 novembre 2017 portant adoption du règlement du SPANC de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

VU la délibération n°2017-230 du Conseil Communautaire du 10 novembre 2017 instituant les redevances et pénalités financières relatives au SPANC de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

CONSIDERANT l'obligation que le budget du SPANC soit équilibré en dépenses et en recettes quel que soit son mode de gestion et qu'il soit financé par les redevances des usagers ;

CONSIDERANT les diverses missions du SPANC, en application des arrêtés en vigueur, définies dans le règlement de service et telles que présentées ci-après :

- visites dites « périodiques » de contrôle des installations existantes,
- visites réalisées à la demande d'un tiers, hors du contrôle périodique (essentiellement dans le cadre des ventes),
- contrôles de conception des installations neuves ou réhabilitées,
- contrôles de bonne exécution des travaux des installations neuves ou réhabilitées,
- contrôles de contre-visite ou instruction d'un dossier suite à avenant ;

CONSIDERANT que ces missions s'appliquent aux installations d'assainissement non collectif suivantes :

- ✓ **installations classiques** (incluant les toilettes sèches) dimensionnées pour traiter la pollution émise par 20 personnes (20 EH -équivalent-habitants-) au maximum. Il est à noter que ces cas constituent la très grande majorité des installations contrôlées par le SPANC ;
- ✓ **logements regroupés** : installations relevant de la catégorie des installations « classiques » mais assurant le traitement des eaux usées d'un groupe d'habitation avec une sous-distinction appliquée de la manière suivante :
 - installation commune jusqu'à 4 logements,
 - installation commune à 5 logements ou plus ;
- ✓ **installations de « grand dimensionnement »** : sont concernés certains dispositifs spécifiques dimensionnés pour assainir des secteurs particuliers (hameaux, campings, gîtes, aires d'autoroute, ...), d'un dimensionnement supérieur à 20 EH soit la pollution émise par 20 personnes et inférieur à 200 EH.
- ✓ **installations particulières assurant le traitement d'eaux usées non domestiques** desservant des immeubles et installations destinés à un usage autre que l'habitat ;

CONSIDERANT que l'analyse financière du budget du SPANC, réalisée en 2021, démontre l'impossibilité d'atteindre l'équilibre financier avec les tarifs fixés par la délibération n°2017-230 du Conseil Communautaire du 10 novembre 2017 ;

CONSIDERANT que les redevances ont été recalculées en prenant en compte :

- ✓ le nombre de techniciens nécessaires au service par rapport au nombre d'installations du territoire ;
- ✓ la périodicité adéquate des contrôles périodiques, fixée, en fonction des enjeux sanitaires et environnementaux, à 8 ans ;
- ✓ le coût réel des contrôles du SPANC (coût du personnel technique et administratif et coût des frais annexes techniques et administratifs) ;

CONSIDERANT que le barème des redevances résultant de ces calculs est le suivant :

Classification des installations		Installations existantes		Installations neuves ou réhabilitées			
		Visite périodique	Visite réalisée à la demande d'un tiers	Contrôle de conception	Avenant de conception	Contrôle de bonne exécution	Contre-visite chantier
Installations classiques jusqu'à 20 EH (incluant les toilettes sèches)		178 €	181 €	142 €	102 €	166 €	130 €
Logements regroupés jusqu'à 20 EH	Jusqu'à 4 logements	84 € par logement	181 € un seul paiement du demandeur	88 € par logement	47 € par logement	74 € par logement	53 € par logement
	A partir de 5 logements						
Installations de "grand dimensionnement" > 20EH	Installations dont le dimensionnement est compris entre 21 et 199 EH	270 €	480 €	227 €	150 €	360 €	156 €
	Installations dont le dimensionnement est supérieur ou égal à 200 EH	360 €	640 €	299 €	154 €	480 €	187 €
Installations particulières assurant le traitement d'eaux usées non domestiques		270 €	480 €	251 €	150 €	360 €	150 €

CONSIDERANT que les pénalités financières prévues par l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique pour non-respect des obligations par les propriétaires d'installations d'assainissement non collectif et pour refus de passage du SPANC ont été fixées par délibération n°2017-230 au montant de la redevance d'assainissement non collectif habituellement recouvré, majorée de 100 % ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Bureau Communautaire réuni les 27 octobre 2021 et 29 novembre 2021 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 30 novembre 2021 ;

Il est demandé au Conseil de Communauté :

- de fixer les redevances d'assainissement non collectif telles que définies dans le barème ci-après :

Classification des installations		Installations existantes		Installations neuves ou réhabilitées			
		Visite périodique	Visite réalisée à la demande d'un tiers	Contrôle de conception	Avenant de conception	Contrôle de bonne exécution	Contre-visite chantier
Installations classiques jusqu'à 20 EH (incluant les toilettes sèches)		178 €	181 €	142 €	102 €	166 €	130 €
Logements regroupés jusqu'à 20 EH	Jusqu'à 4 logements	84 € par logement	181 € un seul paiement du demandeur	88 € par logement	47 € par logement	74 € par logement	53 € par logement
	A partir de 5 logements						
Installations de "grand dimensionnement" > 20EH	Installations dont le dimensionnement est compris entre 21 et 199 EH	270 €	480 €	227 €	150 €	360 €	156 €
	Installations dont le dimensionnement est supérieur ou égal à 200 EH	360 €	640 €	299 €	154 €	480 €	187 €
Installations particulières assurant le traitement d'eaux usées non domestiques		270 €	480 €	251 €	150 €	360 €	150 €

- de continuer à appliquer les pénalités financières au montant de la redevance due, majoré de 100 % ;
- de dire que ces redevances d'assainissement non collectif s'appliquent à compter du 1er janvier 2022 et remplacent celles en vigueur au sein de la Communauté d'Agglomération Provence Verte ;
- de faire assurer le recouvrement de ces redevances et pénalités par le SPANC ;
- et de donner pouvoir au Président de poursuivre l'exécution de la présente délibération en prenant toutes les dispositions nécessaires et signer tout document relatif à sa mise en œuvre.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté approuve, à l'unanimité, cette délibération.

Fait et délibéré à Brignoles, le 10 décembre 2021

Acte rendu exécutoire après
télétransmission
le
et affichage le



Le Président,

Didier BREMOND